

CONSEIL DE SURVEILLANCE

PRÉSIDENT : ALAIN JOURNET - VICE-PRÉSIDENT : ALAIN BAUDA

Membres

REPRÉSENTANTS DES ACTIONNAIRES DE LA CATÉGORIE «A» (1)

RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Représentée par Jacques BLANC, président du Conseil Régional

DÉPARTEMENT DU GARD

Représenté par Alain JOURNET, président du Conseil Général

DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

Représenté par André VÉZINHET, président du Conseil Général

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Représenté par Christian BOURQUIN, président du Conseil Général

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

Représenté par Alain BAUDA, conseiller général

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

Représenté par Hubert LIBOUREL, vice-président du Conseil Général

CHAMBRE D'AGRICULTURE DU GARD

Représentée par Maurice JOUFFRET, président

REPRÉSENTANTS DES ACTIONNAIRES DE LA CATÉGORIE «B» (2)

REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Représentée par Alain CHILLIET, directeur régional pour le Languedoc-Roussillon

FÉDÉRATION RÉGIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE

Représentée par Yves BARSALOU, président

REPRÉSENTANT DES SOCIÉTÉS DE DISTRIBUTION D'EAU

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT URBAIN ET RURAL (SAUR)

Représentée par Yves GABRIEL, directeur général

REPRÉSENTANT DES IRRIGANTS

SOCIÉTÉ DES IRRIGANTS UTILISANT BRL

Représentée par Jean-Lin DALLE, président directeur général

Contrôle

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Daniel CONSTANTIN, préfet de la région Languedoc-Roussillon

CONTRÔLEUR D'ÉTAT

Jean-Denis DE VOYER D'ARGENSON

SERVICE DE CONTRÔLE (DIRECTION RÉGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT)

Vincent FREY, directeur régional de l'agriculture et de la forêt

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Jean-Paul RAMADIER

Didier REDON, KPMG (Fiduciaire de France)

Directoire

Jean-Pierre BRUNEL, président

Patrice GRELICHE, directeur administratif et financier

Jean-Pierre NICOL, directeur de l'aménagement régional

(1) Les actions de catégorie «A» ne peuvent appartenir qu'à des personnes morales de droit public

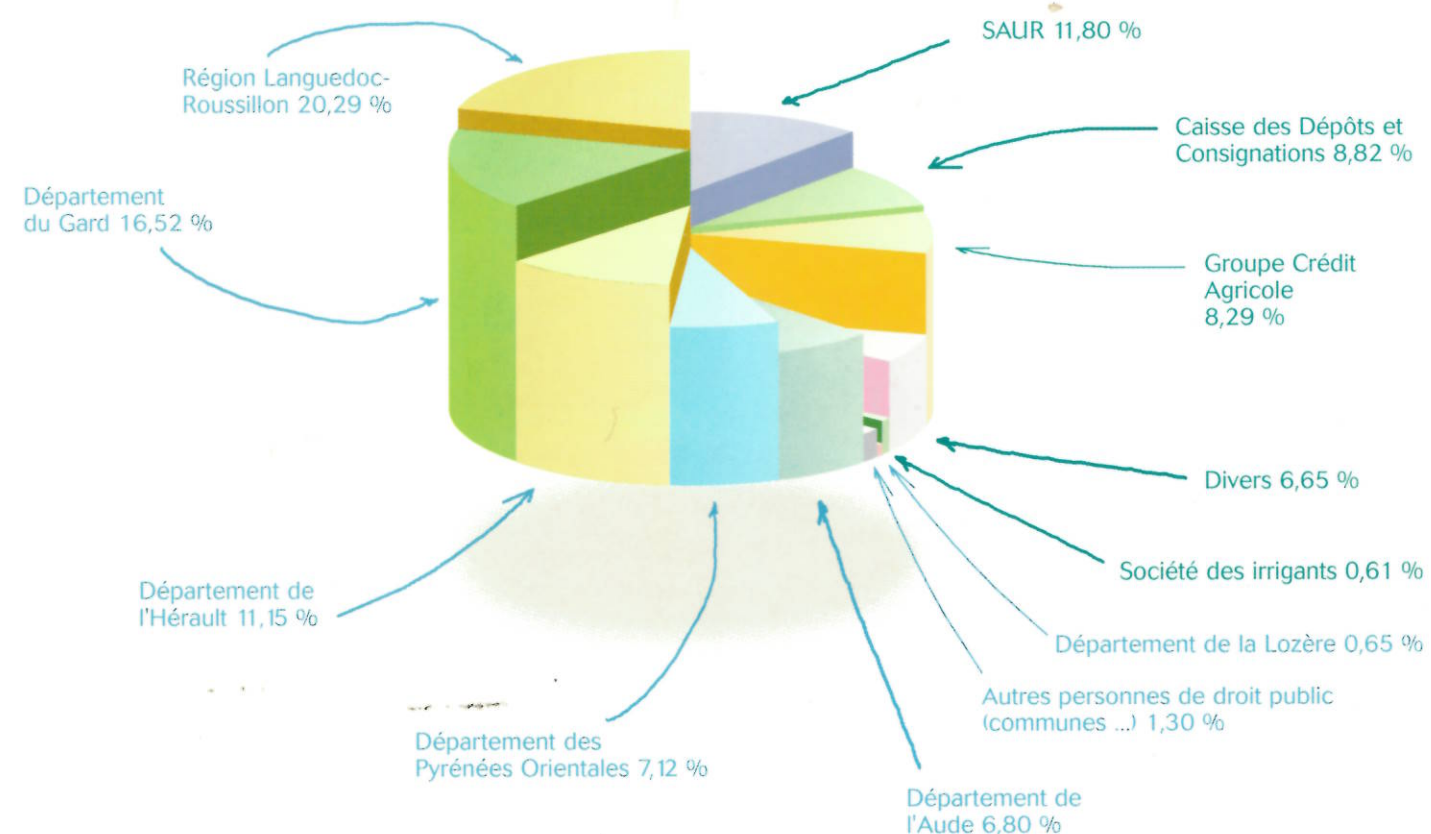
(2) Les actions de catégorie «B» peuvent appartenir soit à des personnes de droit privé, soit à des personnes de droit public

GÉOGRAPHIE DU CAPITAL DU GROUPE BRL

C N A R B R L

ACTIONNAIRES DE DROIT PUBLIC 64%

ACTIONNAIRES DE DROIT PRIVÉ 36%

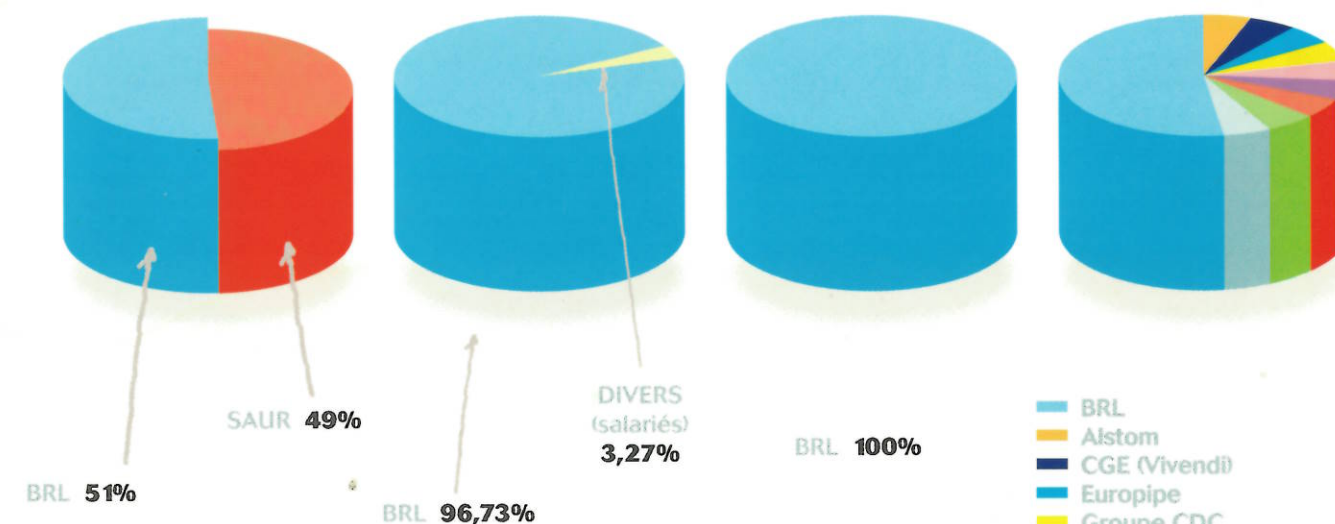


B R L EXPLOITATION

B R L INGENIERIE

B R L ESPACES NATURELS

SEPA LRC



LES MÉTIERS

BRL, Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, a été créée en 1955 pour développer la Région du Languedoc et du Roussillon, essentiellement par l'intermédiaire d'aménagements hydrauliques destinés à mobiliser et à gérer la ressource en eau.

Elle s'est depuis largement diversifiée, mais son expérience et son savoir-faire acquis pendant presque 50 ans dans la Région lui permettent de faire valoir, en Languedoc-Roussillon, sur le territoire national mais aussi à l'étranger, un ensemble de compétences unique dans les domaines de l'eau et de l'environnement.

A travers ses 4 filiales, BRL Exploitation, BRL ingénierie, BRL Espaces Naturels et la SEPA-LRC, BRL regroupe 4 métiers principaux :

► l'aménagement et le développement :

BRL a participé au développement de la Région en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Elle continue à aménager l'espace régional en protégeant le littoral, en luttant contre les inondations ou en reboisant l'arrière pays. BRL exporte ses compétences, acquises en Languedoc-Roussillon, sur l'irrigation, pour permettre le développement de l'agriculture là où il est nécessaire, par l'intermédiaire de la gestion de l'eau et de l'irrigation.

► l'ingénierie de l'eau, de l'environnement et du développement :

BRL ingénierie est un bureau d'études international, qui travaille dans plus de 50 pays, dans tous les domaines liés à l'eau, à l'environnement, à l'aménagement et au développement.

► la distribution d'eau brute :

BRL Exploitation distribue environ 100 millions de m³ d'eau par an, essentiellement de l'eau brute, à 5 000 agriculteurs, 20 000 abonnés (15 000 en eau potable et 5 000 en eau brute), 150 industriels et une trentaine de communes.

BRL Exploitation assure également la gestion et l'exploitation de 6 barrages, plus de 100 km de canaux, 6 000 km d'adducteurs et 125 stations de pompage.

► la production végétale :

BRL possède, par l'intermédiaire de sa filiale BRL Espaces Naturels, une pépinière d'espèces méditerranéennes qui s'étend sur près de 50 hectares, la plus importante du Languedoc-Roussillon. Cette pépinière est associée à une activité de travaux et d'entretien d'espaces verts.

Les métiers de BRL ingénierie et leur évolution :

75 % de l'activité de BRL ingénierie reste centrée sur ses métiers de base : infrastructures hydrauliques, irrigation et hydraulique urbaine. Dans le domaine de l'irrigation, les services sont tournés vers l'amélioration de la gestion et l'économie de l'eau.

Des nouvelles activités se développent fortement dans les domaines de l'environnement, de l'aménagement de rivière et du maritime.

Observatoire de l'environnement du TGV Méditerranée

Le Réseau Ferré de France et la SNCF ont lancé en 1999, un des plus grands suivi environnemental d'infrastructures jamais réalisé sur le territoire français : Il s'agit d'établir un suivi jusqu'en 2004 à 2006, de l'évolution de l'environnement humain et naturel autour du TGV Méditerranée, sur des zones d'études situées au long de ses 250 km de parcours, dans les 4 départements traversés (Drôme, Vaucluse, Bouches-du-Rhône et Gard).

Après appel d'offres, cet Observatoire a été confié à BRL ingénierie, associé à une quinzaine de partenaires, dont le CEEP (Conservatoire des Ecosystèmes de Provence), l'ONF (Office National des Forêts), l'ENSA. M (Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier), l'Institut Botanique et l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Muséum) de Montpellier, les Conservatoires Botaniques de Porquerolles et Gap Charance, TTI Nîmes (Société de Télédétection & Traitement d'Images), des Laboratoires universitaires de Marseille, et d'autres experts nationaux, ... L'évolution de l'environnement des milieux traversés par cette nouvelle ligne du TGV va être considérée, tant sur le plan des aspects humains (bruit, modification des usages des sols, paysage ...), des lits fluviaux (hydraulique, hydrobiologie, ...), des milieux terrestres (évolution des zones humides, des reboisements, des espaces cultivés, ...) que des populations animales (gibier, castor, insectes, aigle de Bonelli, ...) et végétales (espèces patrimoniales méditerranéennes). Cet Observatoire va ainsi permettre de vérifier la pertinence des méthodologies mises en œuvre, des

prévisions, l'efficacité des mesures de protection prises lors de la réalisation de l'ouvrage et de son fonctionnement. Il permettra aussi d'améliorer les connaissances des effets des aménagements linéaires (ferroviaires) sur les milieux naturels et humains, d'en définir les causes et de proposer d'éventuelles corrections.

Des récifs artificiels dans la baie d'Aigues-Mortes

Initiée en 1989 par les Prud'homies des pêcheurs de Palavas et du Grau-du-Roi et portée par le

Syndicat Mixte pour le développement de la pêche et de la protection des zones marines dans

le Golfe d'Aigues-Mortes, la mise en place de ces récifs artificiels a pour objectif de développer une zone d'activité aquacole et de pêche dans le Golfe. Les récifs, lieux d'habitat et de fixation pour les poissons et crustacés, favorisent aussi la diversité des espèces pêchées.

A l'automne, 109 buses de béton de 8 tonnes chacune et 25 amas chaotiques de 20 cubes chacun ont été déposés par E.M.C.C., sur une zone de 14 km environ, choisie par les pêcheurs, entre Palavas et le Grau-du-Roi.



La pose de ces récifs, dont BRL est mandataire et Maître d'Oeuvre du Syndicat Mixte, a été financée par la Région, les deux Départements (Gard et Hérault) et les 4 communes (Carnon, Palavas, le Grau-du-Roi et la Grande Motte) concernés.

les faits marquants en 1999

Un nouveau président du directoire pour BRL :

Jean-Pierre BRUNEL

Le 15 septembre, Jean-Pierre BRUNEL a pris ses nouvelles fonctions de président du directoire de BRL.

Jean-Pierre BRUNEL, ancien directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations, en charge du pôle d'activités d'intérêt général "développement économique-emploi-collectivités locales" a été nommé à ce poste par le Conseil de Surveillance à la suite de la démission en avril de Jean-Louis BLANC, alors président du directoire depuis septembre 1992.

En septembre, Jean-Pierre BRUNEL est également devenu membre du Comité Economique et Social au plan national, ceci au titre des représentants des entreprises publiques.



Notre groupe est aujourd'hui dans une situation, à beaucoup d'égards, favorable : professionnalisme renforcé dans ses métiers, résultats financiers positifs, soutien de ses actionnaires, secteurs en développement en France et à l'étranger pour toutes ses activités, démarche bien avancée de concertation au sein de l'entreprise.

Notre environnement est également à la fois porteur de fortes exigences liées à la concurrence mais aussi d'opportunités réelles de développement.

Les plans d'affaires : Une réflexion tournée vers l'avenir

La démarche d'établissement de plans d'affaires à 5 ans pour l'ensemble du groupe a débuté au dernier trimestre 1999.

Ces plans d'affaires mettent en avant une forte augmentation de l'activité et du résultat pour les 5 prochaines années.

L'augmentation de l'activité se fera en région Languedoc-Roussillon, où les besoins exprimés dans nos secteurs d'activités sont très importants (littoral, lutte contre les inondations, aménagements forestiers) et où notre statut d'aménageur régional nous permet d'intervenir en appui de l'action de l'Etat et des collectivités locales, en France hors région mais aussi à l'étranger, où le développement de BRL a été important ces dernières années et où de fortes demandes existent en matière de gestion des périmètres irrigués.

Le groupe prévoit de passer d'un chiffre d'affaires de 320 MF à 450 MF, en 5 ans.

Au cours de ces 5 prochaines années, il est prévu un accroissement du résultat de 10 à 15 MF par rapport à la situation actuelle, pour BRL et ses filiales.

Ce développement de l'activité et des résultats sera réalisé par :

► le renforcement des partenariats actuels et le développement de nouveaux partenariats,

► une meilleure intégration des filiales à l'étranger, en particulier au Maroc et Madagascar (ADI, la filiale Marocaine a réalisé en 99 un chiffre d'affaires de 12 MF et la filiale de Madagascar, un chiffre d'affaires de 5,4 MF), qui pourraient apporter un appui significatif par leur localisation géographique.

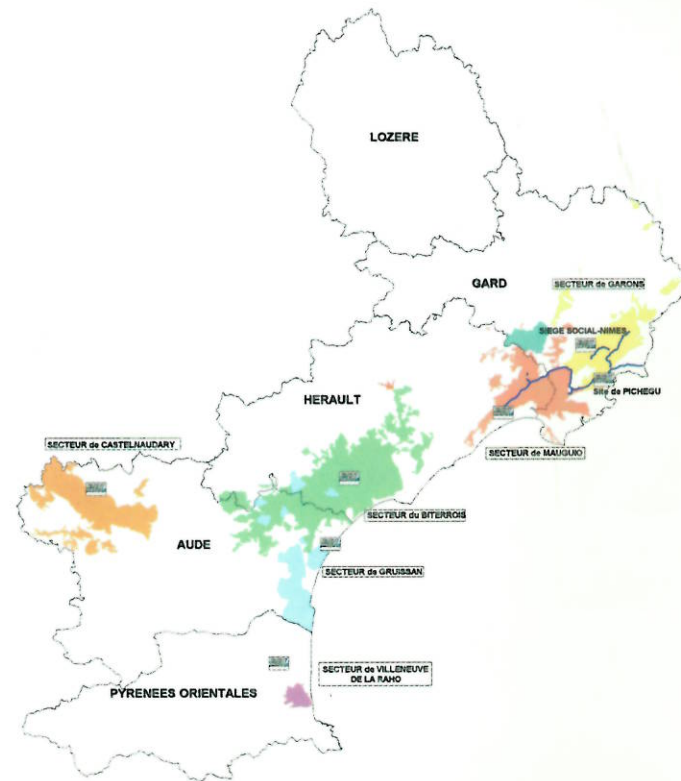
► le maintien des efforts pour améliorer la compétitivité du groupe, avec en particulier une démarche active vers les clients, comme par exemple les certifications ISO 9000 (BRL ingénierie a été certifiée ISO 9001 en 98, BRL Exploitation a été certifiée ISO 9002 en 99 et des démarches de qualité sont en cours pour BRL Aménagement), mais aussi la maîtrise des coûts de gestion et gains de productivité.

BRL Exploitation met en place une nouvelle organisation

BRL Exploitation a mis en œuvre au début 99, une nouvelle organisation des services d'exploitation, basée sur une politique active de relation de proximité avec sa clientèle.

Jusqu'à présent localisé à Garons et Béziers, BRL Exploitation assurera dorénavant l'accueil de la clientèle dans 6 agences : Garons, Mauguio, Servian, Castelnaudary, Gruissan et Villeneuve de la Raho.

En 1999, deux de ces nouvelles agences ont été inaugurées : Mauguio et Servian, les sites de Garons, Castelnaudary et Villeneuve de la Raho ont été ouverts. Le dernier secteur, Gruissan, sera inauguré en 2000.



BRL Exploitation certifié ISO 9002

BRL Exploitation est la deuxième société du groupe à être certifiée, après BRL ingénierie, certifié ISO 9001 en 1998.

BRL Exploitation a obtenu, le 9 décembre 1999, la certification d'Assurance Qualité ISO 9002-1994 pour la totalité de ses activités sur l'ensemble de ses sites.



Le succès de cette démarche, engagée en novembre 1997, associée à une réorganisation de la société, a permis de simplifier l'organisation, de se rapprocher des clients (en créant ou développant 6 sites d'accueil), et de dégager des lignes directrices sur les 4 métiers : Exploitation et Maintenance d'Ouvrages de Production et Distribution d'Eau Brute, Traitement des Eaux Usées, Production et Distribution

d'Eau Potable et Négocier de Matériel d'Arrosage.

L'efficacité et la simplicité du Système Qualité de BRL Exploitation, ainsi que sa très bonne appropriation par l'ensemble des collaborateurs de la société, ont été des points forts salués par les auditeurs, le cabinet LRQA (Lloyd's Register Quality Assurance).

L'objectif est maintenant de faire progresser le Système Qualité afin de le rendre toujours plus efficace et adapté aux activités et à la satisfaction des clients.

BRL Espaces Naturels aux 35 heures

Après la mise en place de la réduction du temps de travail à BRL maison mère (32 heures en janvier 98), BRL Exploitation (33 heures 15 en janvier 98) et BRL ingénierie (35 heures en avril 98), BRL Espaces Naturels est passé au 1er avril 99 à une durée de travail hebdomadaire de 35 heures.

Cet accord "Loi Aubry", approuvé comme les autres accords du groupe par référendum auprès des salariés, s'est concrétisé par la mise en place de la modulation du temps de travail associée à des jours de congés supplémentaires pour les salariés, mais aussi, et pour compenser cette réduction du temps de travail, par l'embauche de 5 personnes.

Le passage à la réduction du temps de travail dans les sociétés du groupe aura permis l'embauche de plus de 50 personnes depuis 1998.

L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

L'activité d'aménageur de BRL se répartit essentiellement entre :

- une activité de gestion de concessions hydrauliques, dont la plus importante est la concession d'État, qui s'étend sur les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude.

- une activité de maîtrise d'ouvrage pour compte de tiers (prestations d'appui à maîtrise d'ouvrage pour le compte de collectivités, dans le cadre de mandats).

- une activité d'études permettant d'identifier des projets et d'aider à leur réalisation.

L'activité d'aménagement de BRL en 1999 a représenté dans la région un total d'investissements de 67 MF.

Les concessions

Sur la concession d'État, des investissements (5,9 MF) ont été réalisés au cours de l'exercice 1999 pour moderniser les ouvrages (essentiellement automatismes et télétransmission des stations de pompage et de traitement). De nouvelles superficies ont également été équipées et de nouveaux branchements réalisés pour l'accès des ZAC et des communes à l'eau à usage divers. Sur les concessions particulières, les principales opérations d'investissement ont concerné des travaux de densification (Vallée du Lez) et de modernisation (Station de pompage de Casteljau - Ardèche).

Les mandats

Les opérations réalisées en mandats "complets" pour le compte de maîtres d'ouvrages représentent 18,1 MF d'investissement (Nord Sommiérois, adducteur Hers

Lauragais, récifs artificiels d'Aigues Mortes).

Des aménagements touristiques, de plans d'eau, de bassins d'orages ont été réalisés en mandats partiels. Les mandats forestiers (boisements, améliorations forestières et coupures vertes) concernent environ 200 opérations (35 à 40 nouveaux projets par an) et s'élèvent à un montant d'investissement de 9,8 MF en 1999. Au total ces nouvelles opérations forestières concernent la réhabilitation de près de 400 hectares et 14 kilomètres de routes forestières.

Les études

Les études réalisées en 1999 correspondent à une quarantaine d'opérations réalisées par BRL dans le cadre de sa mission d'aménagement régional. Ce poste est en diminution (4,4 MF en 1999 contre 6,1 MF en 1997), du fait de la baisse des financements correspondants. Les deux années 1999 et 2000 sont deux années "charnières" pour l'activité d'aménagement régional de BRL :

- les financements d'État "Grands Aménagements Régionaux", qui finançaient l'essentiel des actions d'aménagement réalisées par BRL en tant que SARL, après avoir considérablement diminué, sont maintenant réservés à la seule concession d'État ;

- les actionnaires de BRL ont affirmé leur volonté de re-dynamiser l'action d'aménageur régional de BRL, en particulier sur la protection et l'aménagement du littoral et la prévention des inondations.

Sur ces deux domaines, un important travail a été entrepris en 1999 avec les Départements, la Région et l'État afin de préciser le type et les modalités de l'appui que BRL pourrait leur apporter. Ce travail devrait aboutir à la concrétisation des premières actions, dès l'an 2000.

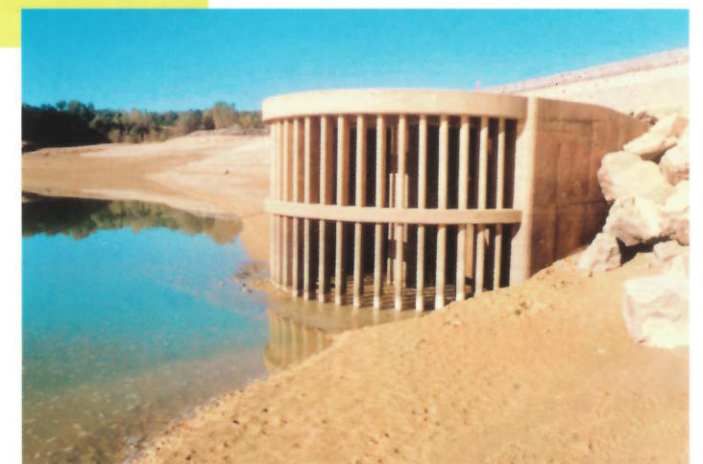
Vidange du barrage de la Ganguise

La retenue de la Ganguise, située sur le bassin versant de l'Hers, au Nord-Ouest du département de l'Aude, a fait l'objet en fin d'année de l'inspection décennale réglementaire prévue pour les grands barrages.

Pour permettre cette visite destinée à s'assurer de la bonne tenue de l'ouvrage et des installations de sécurité, le barrage a dû être vidangé presque entièrement. De mi-octobre jusqu'à fin novembre, l'eau de la retenue, dont la qualité et celle de ses sédiments étaient minutieusement suivies, s'est écoulée dans l'Hers, avec un débit maximum de 5 m³/s pour éviter de trop perturber le milieu naturel.

Cette visite a permis de re-découvrir pendant quelques semaines les ponts, routes, bâtis, talus ou fossés, restés quasiment intacts au fond de la retenue malgré la dizaine d'années passée sous l'eau.

Plusieurs mois seront nécessaires pour remplir à nouveau la retenue et permettre un fonctionnement normal du barrage pendant l'été.



LES RÉSULTATS EN 1999

L'année 1999 s'est inscrite pour une large part dans la continuité des exercices précédents.

La poursuite du développement de la qualité s'est traduit par la certification ISO 9002 de BRL Exploitation. La croissance des activités de la pépinière et des travaux d'espaces verts s'est confirmée. BRL ingénierie a souffert de glissement d'affaires d'un exercice sur un autre et d'une tension sur les prix de marché, mais confirme son internationalisation. SEPA-LRC a poursuivi ses travaux dans un contexte électoral espagnol qui ne facilitait pas les décisions.

Hors effet de la modification de comptabilisation des mandats, le chiffre d'affaires est resté stable à 320 MF. Le résultat consolidé part du Groupe avant amortissement de caducité de BRL, progresse et passe de 1,5 MF en 98 à 4,0 MF en 1999.

BRL Exploitation

Les résultats de BRL Exploitation sont globalement identiques à ceux de 1998 : l'exercice 1999 génère un chiffre d'affaires de 183 MF, (185 MF en 1998), pour un résultat avant intéressement et impôt de 6,7 MF (7,2 MF en 1998), malgré une conjoncture agricole difficile.

Les ventes d'eau brute (eau agricole, eau à usage divers et eau industrielle) s'établissent à 111 MF, pour un volume d'eau de 86 Mm³ en 1999.

Les mètres cubes vendus pour l'eau agricole ont baissé, mais les souscriptions sont en hausse pour l'eau à usage divers (eau destinée aux espaces verts, voiries, à la protection contre les incendies, à l'arrosage des jardins ou au remplissage des piscines, ...), y compris industriels. Les ventes d'eau potable en gros sont restées stables (environ 12 MF).

Les produits d'affermage (eau potable et assainissement) progressent de 6 % par rapport à 1998 pour atteindre 18,2 MF.

BRL ingénierie

BRL ingénierie a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de 76 MF pour une production de 75 MF. La baisse par rapport à l'année précédente (81 MF de chiffre d'affaires et 80 MF de production en 1998) est due à un glissement de certaines grosses opérations Export de 1999 vers l'exercice 2000.

L'activité dans la Région Languedoc-Roussillon, qui représente encore 25 % du chiffre d'affaires de BRL ingénierie, s'est réduite comme prévu, pour atteindre 19 MF contre 22 MF en 1998. Ceci est dû à la diminution des opérations d'Etat pour les Grands Aménagements Régionaux de 3 MF. Les opérations obtenues en concurrence se sont stabilisées à 14 MF.

Le résultat de l'exercice 1999 s'élève à 200 KF avant impôt et intéressement comme en 1998.

Pour l'année 2000, l'action commerciale qui s'est poursuivie avec vigueur toute l'année 1999 aboutit à un carnet de commandes proche de 100 MF en début d'année et devrait générer un résultat en amélioration sensible.

ADI (Compagnie d'Aménagement Agricole et de Développement Industriel), filiale marocaine de BRL ingénierie, a réalisé en 1999, un chiffre d'affaires de 12 MF, en augmentation de 50 % par rapport à 1998. Spécialisée dans l'hydraulique, elle a développé en 1999, des activités nouvelles telles que l'environnement, la pédologie, le développement forestier, la pêche maritime, la formation en milieu rural.

BRL Madagascar, filiale de droit malgache de BRL ingénierie, a réalisé un chiffre d'affaires de 5,4 MF. Ces activités s'articulent autour de la réhabilitation de périmètres irrigués, des études du domaine hydro-agricole, de la protection des bassins versants et de la lutte contre les inondations.

BRL Espaces Naturels

BRL Espaces Naturels a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de 29 MF, sensiblement identique à celui de 1998. Des difficultés liées au passage à l'an 2000 et à la remise en cause de montages sur des opérations forestières, ont engendrés un résultat légèrement négatif (-0,4 MF), mais conjoncturel.

En effet, au cours de cette année 1999, l'entreprise a globalement amélioré sa productivité, ceci malgré le passage aux 35 h.

La pépinière a largement accru ses ventes à près de 11 MF (9 MF en 1998, 7,5 MF en 1995) et a encore diversifié ses produits (importation de palmiers d'Argentine, jeunes plants exportés en Espagne, Portugal, Italie).

L'activité "études", qui concerne essentiellement les opérations liées à la forêt, fonctionne en grande partie à l'aide de crédits publics, dont la diminution est régulière.

SDAGE de l'île de la Réunion

Depuis 2 ans, BRL ingénierie assure une mission d'assistance à l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de l'île de la Réunion. Les SDAGE, élaborés par les Comités de Bassin, ont été institués par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Ils ont pour objet de définir ce que doit être la gestion équilibrée de la ressource en eau pour chaque grand bassin hydrologique.

Le SDAGE de la Réunion s'articule autour d'un diagnostic de la situation de l'eau à la Réunion, de la définition d'objectifs pour les 15 prochaines années (orientations fondamentales) et des mesures opérationnelles à mettre en œuvre pour y parvenir.

Ce projet s'articule autour de grands thèmes : gestion quantitative et qualitative de l'eau, gestion et protection des milieux aquatiques, gestion des risques liés à l'eau, des données sur l'eau et organisation pour la gestion de l'eau.

Le projet sera présenté aux collectivités territoriales et à l'Etat dans le courant de l'année 2000.

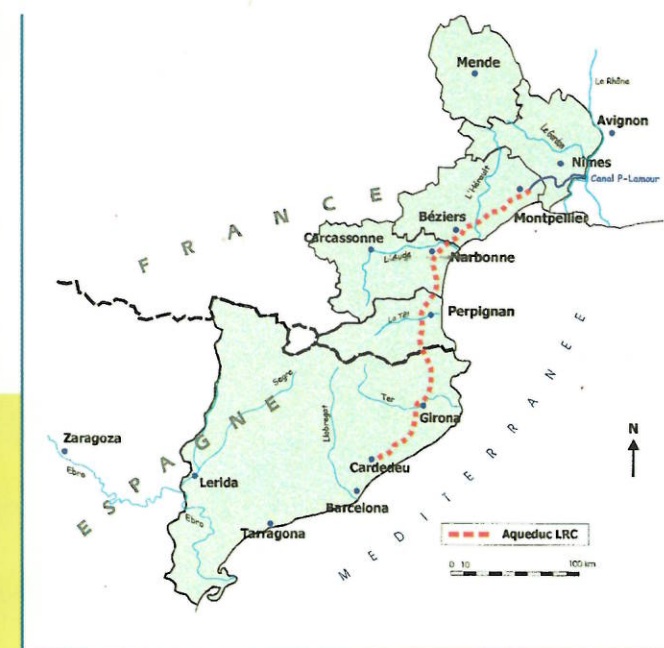


AQUEDUC RHÔNE CATALOGNE

Le partage de l'eau au service de l'Europe Méditerranéenne

Créée en décembre 1997, la SEPA-LRC (Société d'Etudes et de Promotion pour l'Aqueduc Languedoc-Roussillon-Catalogne) réunit autour de BRL (52%) neuf grands groupes français : Alstom, Europipe, Groupe Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), CGE (Vivendi), Pont-à-Mousson, Proxidev (EDF), SAUR, Spie SA, Suez Lyonnaise des Eaux, détenant chacun 5,33% du capital. Prolongeant les études menées depuis 1995, date à laquelle la Catalogne a manifesté son intérêt pour le Rhône afin de remédier aux déficits structurels en eau urbaine dont souffre la région de Barcelone, la SEPA-LRC a obtenu des résultats très probants à l'occasion de son deuxième exercice :

- les résultats des études rendues publiques en juin 1999 par la Généralité de Catalogne sont favorables au transfert du Rhône.
- les dossiers d'études ont été transmis au Gouvernement Central espagnol et sont analysés par l'administration.



Le Rhône

Débit moyen : 1700 m³/seconde
Déversements à la mer : 54 milliards m³/an
Prélèvements actuels : 550 millions m³/an

L'aqueduc

Débit : 10 à 15 m³/seconde
Volume de sécurisation pour le Languedoc-Roussillon : 3 à 4 m³/seconde
Longueur : 316 km
Diamètre canalisation enterrée : 2,4 à 2,8 m
Longueur du tunnel sous Le Perthus : 4 km
Dénivelé maximum à franchir : 200 mètres
Stations de pompage : 5 ou 6 unités

Comités scientifiques français et catalan

Les Comités Scientifiques constitués de part et d'autre de la frontière ont rendu leurs conclusions en 1999. Le 4 mai 1999, le comité catalan, après avoir étudié la qualité des eaux, la sécurité de l'approvisionnement et l'état écologique des fleuves de la région de Barcelone, a conclu à la nécessité d'apports extérieurs à court terme et qu'à cet égard le transfert des eaux du Rhône était préférable à celui de l'Ebre.

Le comité français, se fondant sur les études demandées par le Comité de Bassin de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, a souligné le caractère marginal du prélèvement destiné à Barcelone et l'absence d'impact sur l'environnement du projet, jugé par ailleurs tout à fait réaliste.

Aqueduc et développement durable

Le développement durable est étroitement lié à l'espace. En partageant une ressource abondante (98% des eaux du Rhône se jettent en Méditerranée) entre deux pays voisins, l'Aqueduc est une préfiguration emblématique des solutions de mise en commun de la ressource en eau en Europe du Sud. Il s'inscrit dans un cadre approprié, celui d'une gestion intégrée, qui permet d'éviter tout à la fois pénurie et gaspillage, souvent liés. Fondé sur le principe de précaution, il prépare l'avenir de la génération future en satisfaisant simultanément aux exigences du développement et de l'environnement.

Aqueduc et développement régional

Tout au long des 200 km de son tracé en Languedoc-Roussillon, l'Aqueduc permettrait de sécuriser la desserte en eau dans la région dont la croissance de population est la plus forte du pays. La zone littorale où réside plus de 60% de la population régionale et qui connaît une très forte fréquentation touristique surmonterait ainsi le risque d'un éventuel problème de quantité ou de qualité des eaux actuellement exploitées.

L'Aqueduc, à la source de stratégies nouvelles d'utilisation de l'eau, permettra d'en éviter la surexploitation et devrait ouvrir de nouveaux débouchés pour l'agriculture régionale.

COMPTES SOCIAUX

Bilan Actif

RUBRIQUES EN (KF)	MONTANT BRUT	AMORTIS-SEMENTS	NET 31/12/99	NET 31/12/98
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	268 951	9 911	259 040	258 695
Concessions, brevets, droits similaires	389	305	83	100
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles	243 738	83 664	160 073	160 089
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	95 655	11 103	84 553	85 483
Constructions	28 296	14 725	13 571	25 396
Installations, techniques, outillage	2 921 197	343 716	2 577 481	2 600 270
Autres immobilisations corporelles	2 926	1 306	1 620	1 929
Immobilisations en cours	11 327		11 327	12 845
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	126 668	982	125 686	121 668
Créances rattachées à participations	4 606		4 606	4 404
Autres titres immobilisés	113		113	113
Prêts	16 239	53	16 187	15 346
Autres immobilisations financières	176	111	65	64
ACTIF IMMOBILISÉ	3 720 280	465 876	3 254 404	3 286 402
STOCK ET EN-COURS				
Matières premières				
En cours de production de biens				1 381
En cours de production de services	5 320	66	5 253	3 298
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 543		1 543	4 529
CRÉANCES				
Créances clients et comptes rattachés	72 581	2 325	70 256	72 539
Autres créances	49 138	383	48 755	35 050
Capital souscrit, appelé non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 052		1 052	628
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	833		833	981
ACTIF CIRCULANT	130 466	2 774	127 692	118 406
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 177		1 177	1 569
Primes remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	3 851 924	468 650	3 383 274	3 406 378

Bilan Passif

RUBRIQUES (EN KF)	31/12/99	31/12/98
Capital social ou individuel (dont versé : 127 161)	127 161	127 161
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation dont écart équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	617	617
Report à nouveau	<241 370>	<241 370>
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		
Subventions d'investissement	2 553 952	2 580 854
Provisions réglementées	24 926	21 375
CAPITAUX PROPRES	2 465 285	2 488 636
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	212 750	212 750
AUTRES FONDS PROPRES	212 750	212 750
Provisions pour risques	14 690	11 949
Provisions pour charges	147 388	138 126
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	162 078	150 074
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligatoires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	381 570	379 008
Emprunts et dettes financières divers	81 385	92 608
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 182	2 223
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 414	44 487
Dettes fiscales et sociales	8 465	7 867
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 089	3 806
Autres dettes	19 142	24 355
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	913	563
DETTES	543 161	554 918
Ecart de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	3 383 274	3 406 378

COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat

RUBRIQUES (EN KF)	31/12/99	31/12/98
ventes de marchandises		
production vendue de biens	28 173	40 173
production vendue de services	84 436	85 091
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	112 609	125 265
Production stockée	598	<5 190>
Production immobilisée	223	197
Subventions d'exploitation	28 294	26 554
Reprises amortissements et provisions, transfert de charges	39 238	42 893
Autres produits	4 934	5 071
PRODUITS D'EXPLOITATION	185 896	194 790
Achats de marchandises (et droits de douane)		
Variation des stocks de marchandises		
Achats matières premières et approvisionnements		
Variation des stocks (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	79 378	88 873
Impôts, taxes et versements assimilés	7 756	6 490
Salaires et traitements	14 101	14 221
Charges sociales	5 268	5 036
Dotations aux amortissements sur immobilisations	39 402	40 859
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant	329	814
Dotations provisions pour risques et charges	17 273	16 866
Autres charges	4 203	3 449
CHARGES D'EXPLOITATION	167 711	176 609
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	18 185	18 181
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers de participation	1 421	1 163
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 037	1 637
Reprises sur provisions et transferts de charges		267
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	3 457	3 067
Dotations financières amortissement et provisions	982	
Intérêts et charges assimilées	21 160	23 214
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIÈRES	22 142	23 214
RÉSULTAT FINANCIER	<18 685>	<20 148>
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	<499>	<1 966>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12	109
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 463	22 094
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 796	2 455
PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 272	24 658
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 825	7 787
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 050	12 835
Dotations exceptionnelles amortissement, provisions	6 772	1 994
CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 647	22 617
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	624	2 041
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	125	75
TOTAL DES PRODUITS	203 625	222 515
TOTAL DES CHARGES	203 625	222 515

COMPTES SOCIAUX

Résultat Analytique

LIBELLÉS (EN M.F.)	RÉALISÉ 1997	RÉALISÉ 1998	RÉALISÉ 1999	BUDGET 2000
opérations d'aménagement régional	4,6	3,4	3,3	2,1
produits du patrimoine	51,5	53,3	51,0	50,9
compensation des charges intercalaires	13,3	12,2	14,1	12,1
prestations de gestion	8,9	9,6	9,9	9,6
TOTAL PRODUITS	78,3	78,5	78,3	74,7
Variations de travaux en cours	1,2	0,0	1,8	
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	79,5	78,5	80,1	74,7
Frais de personnel	17,1	16,7	17,0	17,1
Sous traitance confiées aux filiales	13,9	11,9	11,5	13,3
Autres achats et services extérieurs	12,5	14,2	10,5	8,6
Impôts et taxes	2,0	1,7	1,6	1,2
Frais financiers sous charges intercalaires	5,1	5,0	4,2	4,8
Dotation aux amortissements	9,8	8,6	9,5	8,5
Dotation aux provisions de gros entretien	16,4	16,9	17,3	18,9
Dotation aux autres provisions	1,3	0,8	1,7	0,0
Reprises sur provisions	<12,8>	<12,8>	<9,4>	<12,1>
CHARGES D'EXPLOITATION	65,3	63,0	63,8	60,4
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	14,2	15,5	16,3	14,3
Produits financiers	2,2	2,8	3,5	3,0
Charges financières hors frais financiers sous charges intercalaires	18,5	18,2	17,0	18,2
RÉSULTAT FINANCIER	<16,3>	<15,4>	<13,5>	<15,3>
RÉSULTAT COURANT	<2,1>	0,1	2,7	<0,9>
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	5,0	2,0	1,1	1,3
RÉSULTAT AVANT INTÉRESSEMENT, IMPÔT SOCIÉTÉ & AMORTISSEMENT DE CADUCITÉ	2,9	2,1	3,8	0,4
RÉSULTAT CONSOLIDÉ PART DU GROUPE	0,4	<0,4>	0,4	

COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan Actif

RUBRIQUES MILLIERS DE FRANCS	BILAN SOCIAL 31/12/99	BILAN CONSOLIDÉ 31/12/99	BILAN CONSOLIDÉ 31/12/98
Immobilisations incorporelles			
fonds de commerce			24 500
autres	473	3 898	2 472
amortissements	<308>	<2 426>	<1 644>
Immobilisations corporelles	20 418	85 361	82 795
amortissements	<7 727>	<27 527>	<21 811>
Ecart d'acquisition		4 737	2 840
amortissements		<3 208>	<2 818>
Immobilisations concédées	3 094 891	3 094 890	3 130 027
Titres de participation	131 387	7 734	4 009
provisions	<982>	<366>	<250>
Prêts et autres actifs immo.	16 416	17 657	20 897
provisions	<164>	<164>	<180>
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	3 254 404	3 180 586	3 240 837
Stocks			
approvisionnements		5 199	5 102
encours de production	5 320	36 506	18 861
marchandises produits finis		11 268	10 052
provisions	<66>	<982>	<843>
Avances et acomptes versés	1 543	3 410	2 776
Clients	72 582	199 875	177 508
provisions	<2 325>	<11 605>	<14 891>
Autres créances	49 138	35 567	35 013
provisions	<383>	<383>	<137>
Valeurs mobilières de placements		4 268	
Disponibilités	1 052	5 250	4 137
Charges constatées d'avances	833	1 529	1 530
TOTAL ACTIF CIRCULANT	127 693	289 902	239 108
Charges à répartir	1 177	1 722	1 768
Ecart de conversion		962	2 262
TOTAL GÉNÉRAL	3 383 274	3 473 172	3 483 975

Bilan Passif

RUBRIQUES MILLIERS DE FRANCS	BILAN SOCIAL 31/12/99	BILAN CONSOLIDÉ 31/12/99	BILAN CONSOLIDÉ 31/12/98
capital social	127 161	127 160	127 160
réserves	617	617	617
différence de conversion		273	73
report à nouveau	<241 370>	<285 996>	<288 016>
Résultat exercice		459	<390>
subventions d'équipement	2 553 952	2 553 952	2 580 854
amortissement de caducité	24 926	24 926	21 375
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 465 285	2 421 391	2 441 673
Avances conditionnées	212 750	212 750	212 750
Autres		23 012	
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	212 750	235 762	212 750
TOTAL FONDS PROPRES	2 678 035	2 657 153	2 654 423
INTÉRÊTS HORS GROUPE		50 377	79 369
Provisions pour risques	14 690	19 522	17 902
Provisions pour charges	147 388	155 126	146 651
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	162 078	174 648	164 553
Dettes financières	462 955	430 293	431 195
Avances et acomptes reçus	2 182	6 869	5 946
Dettes fournisseurs	45 414	46 709	41 210
Dettes fiscales et sociales	8 466	34 456	30 831
Dettes sur immobilisations	4 089	2 579	3 378
Autres dettes	19 142	46 193	49 636
Produits constatés d'avance	913	23 388	22 943
DETTES	543 161	590 487	585 139
Ecart de conversion		507	491
TOTAL GÉNÉRAL	3 383 274	3 473 172	3 483 975

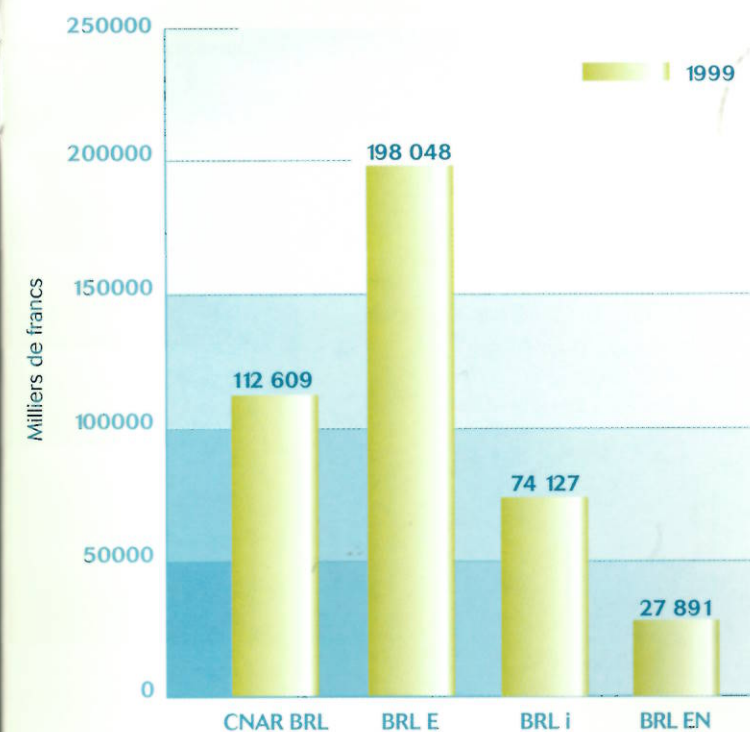
COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat

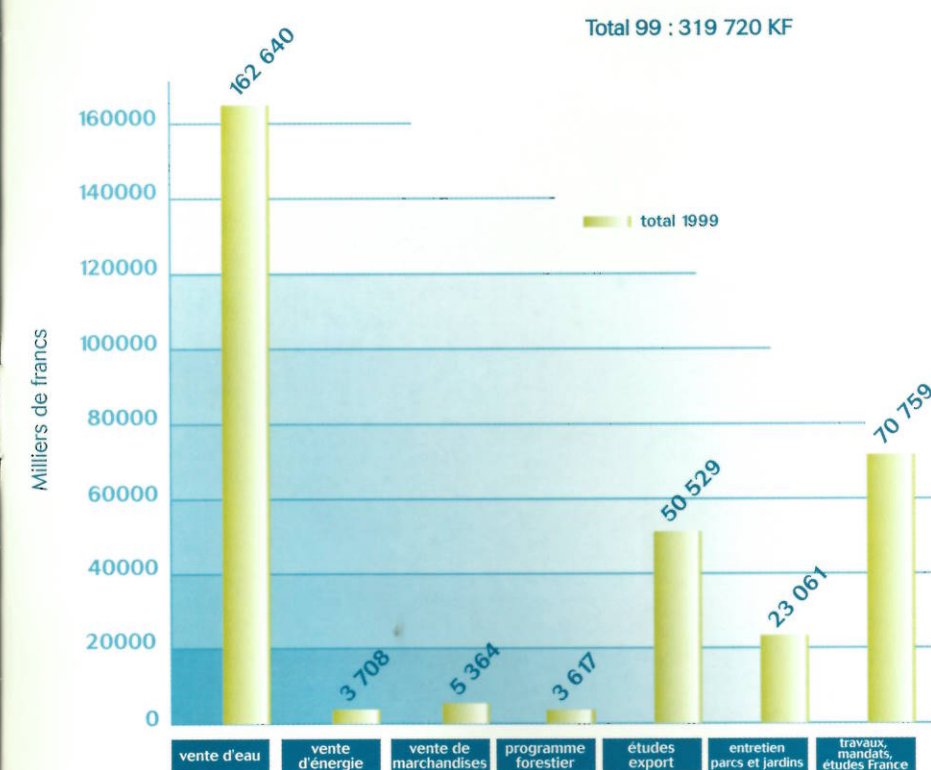
RUBRIQUES MILLIERS DE FRANCS	BILAN SOCIAL 31/12/99	BILAN CONSOLIDE 31/12/99	BILAN CONSOLIDE 31/12/98
chiffre d'affaires France	112 609	269 149	280 322
chiffre d'affaires Export		50 571	55 311
Chiffre d'affaires Total	112 609	319 720	335 633
Autres produits d'exploitation	73 287	86 310	75 171
PRODUITS D'EXPLOITATION	185 896	406 030	410 804
Achats et variation de stocks		10 368	10 507
Autres achats et charges externes	79 378	137 799	143 249
Impôts, taxes et versements assimilés	7 756	16 197	16 093
Salaires charges sociales	19 370	121 568	118 692
Dotations amortissements	39 402	46 519	46 853
Dotations provisions	17 602	23 244	23 733
Autres charges	652	24 976	24 967
CHARGES D'EXPLOITATION	164 160	380 671	384 094
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	21 736	25 359	26 710
RÉSULTAT FINANCIER	<18 685>	<19 803>	<22 475>
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	3 051	5 556	4 235
Amortissement écart acquisition		<390>	
Résultat sur cession titres			
Provisions pour risques	<6 772>	<7 396>	<3 887>
Plus values sur cession immobilisables	2 474	2 493	4 025
Reprises sur provisions	3 818	4 797	2 606
Autres résultats exceptionnels	1 105	1 672	<1 883>
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	625	1 176	861
RÉSULTAT NET AVANT AMORTISSEMENT DE CADUCITÉ	3 676	6 732	5 096
AMORTISSEMENTS DE CADUCITÉ	3 551	3 551	1 905
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET PARTICIPATION DES SALARIÉS	125	3 181	3 191
Impôts dus sur les bénéfices	125	1 266	2 517
Impôts différés sur les bénéfices		<329>	218
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		2 244	456
Dont intérêts hors groupe		1 785	846
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART BRL		459	<390>

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Répartition par société

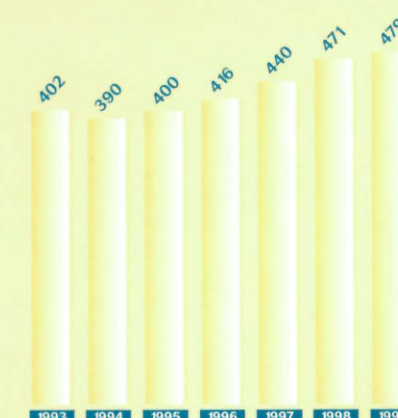


Répartition par secteur d'activité

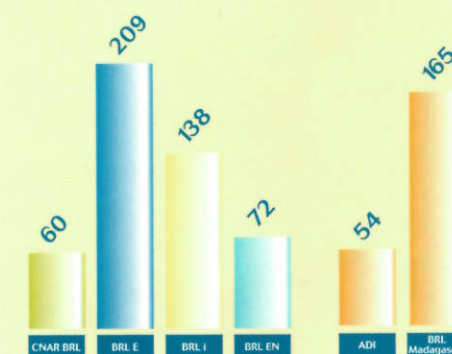


LES EFFECTIFS

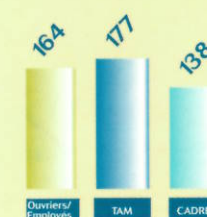
EVOLUTION DES EFFECTIFS EN FRANCE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS



RÉPARTITION DES EFFECTIFS EN FRANCE



Total 1999 :
698
479 en France
219 à l'étranger